

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

UN/Nominations des gouverneurs : le regard critique de Paulette Missambo



Photo: CNB

La présidente de l'UN prenant un bain de foule à son arrivée à Ntoundou.

CNB
Libreville/Gabon

“L'ADMINISTRATION a été organisée de telle sorte qu'il y ait un brassage des populations et le gouverneur est celui qui fait le trait d'union, il représente l'État de façon impartiale... c'est très grave de toucher au vivre-ensemble”.

C'est par ces propos que Paulette Missambo, présidente de l'Union nationale (UN), a condamné les dernières mutations des gouverneurs dans leurs provinces d'origine, lors du Conseil des ministres du vendredi 14 avril 2023. À la faveur de la sortie qu'elle

a effectuée à Ntoundou, samedi dernier, le numéro un de l'UN a estimé que cette décision du gouvernement d'affecter “chaque gouverneur dans son village ou dans sa province d'origine est une façon d'arrêter la construction de la Nation gabonaise qui était déjà bien avancée”, a-t-elle martelé. Et d'ajouter que “ce qu'ils ont fait-là, c'est très dangereux et nous ne pouvons pas l'accepter. Parce que ces gouverneurs, ils seront désormais les gouverneurs du PDG, ils ne seront plus des représentants de l'État impartial, pour faire appliquer la loi de l'État. Ils seront-là pour protéger leurs carrières”. Pour l'ancienne ministre de l'Éducation nationale sous feu Omar

Bongo Ondimba, “ce vivre-ensemble est également touché comme tout le pays qui est déchiré, abandonné, y compris le réseau routier national, qui est complètement défoncé.” Selon Paulette Missambo, un “régime qui tue l'école, tue le pays”. Il faut noter que cette sortie a aussi été l'occasion pour la présidente de l'UN, une des formations politiques de l'opposition, d'appeler la population de Ntoundou venue l'écouter à la mobilisation, à l'engagement et à la détermination pour un changement véritable. D'où l'exhortation faite aux uns et aux autres d'aller se faire inscrire massivement sur la liste électorale.

Cocobeach : le message rassembleur de Menga M'Essone

G.R.M
Libreville/Gabon

L'UNITÉ des fils et filles d'une même contrée est primordiale pour le développement de celle-ci. Tel est la quintessence du message délivré par le ministre Michel Menga M'Essone, le week-end écoulé, aux habitants du département de la Noya en général et de la commune de Cocobeach en particulier.

Un message rassembleur, avec deux objectifs. Le premier est de continuer à soutenir la politique du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. “Lequel porte un réel projet pour le Gabon”, selon l'orateur, par ailleurs fils dudit département. Une vision qui, se persuade-t-il, va forcément à tout le département de la Noya. D'où son appel à l'unité pour privilégier l'intérêt de la localité. Partout où il est passé, l'actuel ministre de la Décentralisation

n'a pas été surpris par l'attention accordée à son discours. Mais aussi de voir des populations davantage certaines que “Ali Bongo Ondimba est le seul qui puisse impulser le développement de Cocobeach”.

C'est pourquoi ces populations ont demandé à leur interlocuteur du jour d'être leur interprète auprès du président de la République, mais également du Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, pour que des solutions soient trouvées au sempiternel problème de la route Ntoundou-Cocobeach (83 km seulement !). Laquelle est actuellement en très mauvais état.

À celui-là, il faut ajouter la préoccupation liée au conflit homme-faune. Notamment avec des pachydermes qui détruisent leurs champs. De même que l'absence d'équipements téléphoniques dans plusieurs villages, déconnectant les habitants du reste du monde.



Photo: DR

Michel Menga M'Essone a invité les siens à tordre le cou aux mauvaises habitudes.

Miroir du gouvernement Responsabilité !

IL faudra s'y faire. En sa séance du 14 avril dernier, le Conseil des ministres a entériné les nominations des gouverneurs en procédant, au regard des traditions établies jusque-là, à une “mini-révolution”. En ce sens que les personnalités promues l'ont été dans leurs provinces d'origine.

A priori, si aucun texte ne l'interdit, avouons tout de même que cela à de quoi susciter pas mal d'interrogations. D'autant plus que jusqu'alors, à ce qu'il semble, la pratique qui a toujours prévalu était sous-tendue par un certain nombre d'éléments objectifs. Notamment la volonté de brasser les populations en renforçant leur sentiment d'appartenance à une seule et même Nation. Tout en confortant l'idée que l'État, dans tous ses démembrements, transcende les

contingences provinciales voire ethniques ou claniques. Quand on connaît les sensibilités et particularités existant dans les neuf (9) provinces de notre pays, ne serait-on pas en droit de craindre que cette vision ne soit quelque peu ébranlée après la nomination des nouveaux gouverneurs ? Ces derniers ne seront-ils pas victimes du syndrome “de la République au village” en étant pris “en otage” par les membres de leurs clans ? Certaines populations pourraient-elles ne pas se reconnaître en les promus ? Comme quoi, il revient à ces derniers de faire montre de responsabilité en se hissant véritablement à la hauteur de leurs responsabilités, en mettant en exergue les principes d'impartialité et de neutralité. Tout en étant au service de tous, en veillant au respect des lois et règlements

en vigueur. Ce d'autant plus qu'au regard du contexte actuel, il va sans dire que leurs faits et gestes seront tout particulièrement scrutés.

La mission de service public qu'ils représentent ne saurait être, en effet, contrariée, à quelque point que ce soit, par des considérations opposées au bien-être de la communauté.

Surtout qu'ici et là, d'aucuns estiment, à tort ou à raison, que leurs promotions ne seraient pas dénuées de visées électoralistes. À eux donc de faire mentir la rumeur.

J.KOMBILE MOUSSAVOU